



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales

et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées

SK/37

ARRETE

du **19 AVR. 2016** portant mise en demeure à la société
SCA TISSUE France à KUNHEIM de respecter les
dispositions de l'article R515-71 du Code de
l'Environnement

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles,
- VU** le Livre V du Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.515-70 à R.515-72,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-53-4 du 22 février 2006 autorisant la société GEORGIA PACIFIC à poursuivre, étendre et régulariser ses installations de fabrication de papiers sur Kunheim,
- VU** la lettre préfectorale du 17 janvier 2013 actant la nouvelle dénomination sociale SCA TISSUE France,
- VU** le courrier de l'Inspection des Installations Classées du 12 juin 2013,
- VU** le courrier du 30 octobre 2013 que la société SCA TISSUE France a adressé à Monsieur le Préfet, proposant pour son établissement de Kunheim, conformément aux dispositions de l'article R.515-84 du Code de l'Environnement, la rubrique 3610 comme rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives à la production de pâte à papier, de papier, de carton comme BATc relatives à la rubrique principale,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 18 mars 2016, mentionnant l'absence de remise du dossier de réexamen dans le délai imparti par l'article R.515-71 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que le chapitre II de la directive n°2010/75/CE du 24 novembre 2010, transposée en droit français notamment par le décret n°2013-374 du 2 mai 2013, prévoit que les conditions

d'autorisation d'exploiter des installations visées par ces dispositions, tiennent compte des meilleures techniques disponibles et soient revues périodiquement,

CONSIDERANT par ailleurs que le déclenchement du réexamen périodique des conditions d'autorisation est aujourd'hui lié à la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale,

CONSIDERANT en effet que dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE des conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale, les conditions d'autorisation sont réexaminées, voire actualisées et dans tous les cas respectées,

CONSIDÉRANT que les décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la production de pâte à papier, de papier, de carton ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 30 septembre 2014,

CONSIDERANT que l'alinéa I de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement dispose que :
«En vue du réexamen prévu au I de l'article R.515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois »,

CONSIDERANT que la société SCA TISSUE France est donc redevable d'un dossier de réexamen de ses conditions d'autorisation d'exploiter, conforme aux dispositions de l'article R.515-72 du Code de l'Environnement, au 30 septembre 2015,

CONSIDERANT qu'à la date de signature du présent arrêté préfectoral, la société SCA TISSUE France n'a pas transmis son dossier de réexamen au préfet,

CONSIDERANT par conséquent que la société SCA TISSUE France ne respecte pas les dispositions de l'article R.515-71 du Code de l'environnement auxquelles elle est soumise,

CONSIDERANT par ailleurs que l'article R.515-81 du Code de l'Environnement prévoit que l'exploitant adresse au préfet, avant la première actualisation des prescriptions, le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du même code,

CONSIDERANT donc que le rapport de base précité doit être joint au dossier de réexamen,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Colmar

ARRETE

Article 1 :

La société SCA TISSUE France exploitant une usine de fabrication de papier sur la commune de Kunheim, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement en adressant le dossier de réexamen mentionné dans cet article, à Monsieur le

Préfet, dans le délai de quinze jours, accompagné du rapport de base ou de la justification explicite de ce que ce rapport n'est pas pertinent en l'espèce.

Article 2 :

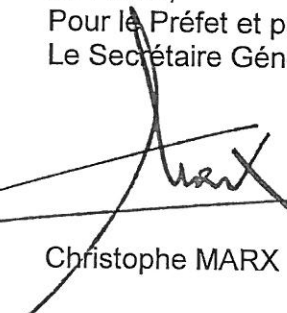
En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le **19 AVR. 2016**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

